

L'EDITO

Bernard Demonty

UN MAUVAIS MATCH DE CATCH

A la veille de la grève générale de lundi, la Belgique sociale et politique commence à prendre des allures de ring de catch quelques minutes avant le début d'une partie. Chacun y va de son propos herculéen décrivant sa manière de terrasser l'autre.

Les syndicats multiplient les formules martiales, agitant déjà la menace d'une deuxième grève générale alors que la première n'a pas commencé. Ou exigeant, comme la FGTB, le retrait du saut d'index avant toute négociation, rendant celle-ci impossible.

Côté gouvernemental et patronal, la musculation est au moins aussi spectaculaire. C'est Bart De Wever qui répète à l'envi qu'il n'y aura pas d'impôt sur la fortune, « parce que les personnes qui ont de la fortune ont par définition déjà payé des impôts sur leurs avoirs ». C'est Didier Reynders qui ferme tout aussi définitivement la porte, au risque de mettre son Premier ministre et coreligionnaire Charles Michel en difficulté. C'est Jan Jambon, le

ministre de l'Intérieur, qui menace de mobiliser la police pour faire face aux grévistes. On voudrait durcir le mouvement qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Comme dans un mauvais match de catch, ces démonstrations viriles vont crescendo.

Et pendant ce temps, des milliers de parents doivent trouver des solutions pour les enfants sans

Qu'auront gagné les uns et les autres après six mois de grève ? Une crise politique

école, sans bus, sans train. Des indépendants qui ne sont à la solde d'aucun lobby affirment, et on les croit, qu'ils commencent à éprouver des problèmes de trésorerie. Et comme le reconnaît Bart De Wever lui-même, la réputation du pays à l'étranger, si importante pour la compétitivité tant recherchée, en pâtit. Ce climat provoque en outre des mouvements anarchiques et surréalistes qui ne font qu'aggraver la tension, comme cette grève des cheminots de jeudi, condamnée après coup par ses propres organisateurs.

On comprend les syndicats frappés d'un coup par une pluie de mesures honnies depuis des décennies. On comprend le gouvernement qui hésite à ouvrir

l'accord de gouvernement, au risque d'y laisser entrer les démons communautaires. On comprend les patrons qui voient fondre leur position concurrentielle. Mais qu'auront gagné les uns et les autres après six mois

de grève ? Une crise politique d'envergure. Ceux qui, le 16 décembre, camperont encore sur leurs positions ou leurs provocations ne pourront plus nier qu'ils prennent ce risque ou, pire, qu'ils poursuivent cet objectif.